



Gérard Lahellec
votre sénateur

Un Monde à part.

L'abominable et obscène affaire Epstein révèle l'existence d'un système tentaculaire de corruption et de chantage qui sidère le monde. Il mêle argent et sexe, implique des élites et des milliardaires. Il a fait de nombreuses victimes souvent très jeunes et continue d'en faire. Nous leur devons la vérité.

Cela suppose que la justice fasse son travail, et pas seulement aux USA ! **Les commissions d'enquêtes parlementaires doivent pouvoir jouer leur rôle** sinon le complotisme des réseaux sociaux noiera la vérité et des innocents en subiront les conséquences à la place des coupables. Les commissions d'enquêtes parlementaires permettent précisément de faire la lumière sur une multitude de sujets et de contribuer ainsi à assurer une transparence de la vie publique et à valoriser le rôle des représentants du peuple ! À l'inverse, **affaiblir le rôle des parlementaires aboutit toujours à fragiliser la démocratie.**

C'est aussi l'enseignement que nous tirons du **recours assez systématique à l'article 49 al.3 de la Constitution** pour faire adopter le budget qui, finalement aura un peu épargné la dotation aux collectivités ! Enfin, en choisissant de publier la nouvelle feuille de route énergétique de la France par décrets, **le Premier ministre Sébastien Lecornu a choisi le « passage en force » pour un texte « sans légitimité », qui court-circuite le travail législatif** entamé il y a près de deux ans. L'exemple devrait pourtant venir « d'en haut » et c'est le contraire qui se produit ! **Voilà où se trouve le parasitisme : en haut, tout en haut.** Pas dans la maison du voisin.

**Le moment appelle à expliquer autour de soi
que ce ne sont pas nos semblables, qui sont les coupables !**

Gérard Lahellec, le 13/10/2025

Iran solidarité !

Un vaste mouvement de protestation s'est levé contre la dictature théocratique qui opprime le peuple d'Iran. **Des unités spéciales des Gardiens de la révolution ont ouvert le feu** sur la population à Téhéran. Les origines immédiates de cette irruption populaire sont dues à la politique économique et sociale du régime des mollahs. Mais, plus profondément, c'est une puissante **aspiration à la démocratie, déjà exprimée avec force par le mouvement « Femmes-Vie-Liberté »**, qui resurgit avec force à l'occasion de cette mobilisation.



Retour sur l'actualité agricole !

Signature du Mercosur par la Commission européenne et saisine du Parlement européen : ma réaction sur France 3 Bretagne



Le vote des députés européens en faveur d'une saisine de la cour européenne de justice suspendant le processus de ratification du traité dit du Mercosur est passé à **10 voix près, avec 11 abstentions** ! Ce vote sanctionne la position de la France, qui a été pour le moins hésitante... **Le Mercosur n'est pas chose nouvelle, il n'est que la conséquence de l'intégration de l'agriculture dans le Gatt, aujourd'hui l'OMC**, devenue alors une monnaie d'échange dans les négociations d'accords mondiaux de business. Or nombreux étaient ceux qui ont soutenu cette politique et sont ceux qui la soutiennent encore !

[passage en vidéo !](#)

On nous dit que le CETA n'a pas conduit au raz de marée prédit ? Ce n'est pas la même échelle: le Canada produit 11 millions de bovins par an, le Brésil, 200 millions ! On dit que ce traité sera favorable à notre filière laitière ? **On a perdu à peu près 120 vaches par jour entre 2021 et 2023 et, en parallèle de cette décapitalisation, Lactalis réduit sa collecte dans nos fermes et envisage de s'implanter au Brésil** ! On nous dit que le problème ce n'est pas le Mercosur mais les normes ? **À niveau identique de normes, nous ne ferons jamais qu'une seule récolte d'oléoprotéagineux par an quand le climat brésilien leur permet d'en faire deux.** Quant aux clauses de sauvegarde, encore faudra-t-il que l'on puisse assurer les contrôles...

[passage en vidéo !](#)

La ministre Annie Genevard, nous dit que c'est au consommateur de reconquérir son assiette. Pour commencer, **il reste encore beaucoup à faire en matière de transparence sur l'origine des produits.** Ensuite, cela pose la question de la valorisation de notre agriculture, qui permettrait de répondre au souhait du consommateur. L'abandon du standard ne suffit pas à générer une politique de valorisation ! **Nous avons abandonné notre production bretonne de poulets standards tant décriés. Résultat aujourd'hui, nous importons 50% de la viande de volaille que nous consommons**, dont nous ne maîtrisons pas la qualité !

[passage en vidéo !](#)

Notre rapport parlementaire sur la Dermatose nodulaire (DNC)

S'achève cette semaine la **mission d'information sénatoriale relative à la DNC dont j'étais co-rapporteur**. À l'issue de l'audition de 141 professionnels, nous avons produit un rapport transpartisan qui, s'il n'est sans doute pas parfait, permet néanmoins de ramener des éléments factuels et scientifiques au centre d'un débat public devenu explosif et faire quelques préconisations : **mieux accompagner les éleveurs dans le cadre du protocole national pour sortir de la crise**, mieux anticiper les prochaines crises en mandatant l'Anses pour une cartographie de l'offre vaccinale puis à long terme enrayer la désertification vétérinaire et développer les filières d'engraissement des jeunes bovins.

[voir la conférence de presse !](#)



Mon intervention en commission sur l'agro-équipement

Nous auditionnons l'Autorité de la concurrence qui vient de publier un avis sur la hausse du prix des tracteurs. Ce fut donc l'occasion pour moi de parler de **Jérémy Boulard, maire de Quintenic, qui vient de créer son unité de maintenance et d'entretien multi-marques**. Aujourd'hui, il crée son 7ème emploi et répond à la demande de la typologie d'agriculture au cas particulier !

[voir mon intervention !](#)

Quant au mandat municipal...

Nous avons auditionné le directeur du département politique d'Ipsos sur la consultation des élus locaux portant sur les **100 premiers jours du mandat municipal**

Ce fut l'occasion pour moi de rappeler que **notre département est passé de 29 intercommunalités à 8**. Choc conséquent qui n'a pas provoqué de bouleversements insurmontables pour une raison simple : **aucune d'entre elles n'est présidée par la commune centre. À méditer !** Les petites communes sont un peu plus chez elles dans l'intercommunalité.

LES 100 PREMIERS JOURS DU MANDAT MUNICIPAL

Délégation aux Collectivités territoriales et à la décentralisation



Décembre 2025

Contacts Ipsos :

stephane.zumsteeg@ipsos.com
alice.tetaz@ipsos.com
alexandre.leray@ipsos.com

J'ai aussi constaté chez nous une forme de violence institutionnelle qui n'est pas sans effet. Je pense au maire de Plussulien, **qui après une énième fermeture de classe a démissionné par lassitude**. Si, à notre grand soulagement, devant l'absence de candidat aux prochaines municipales, il a fini par accepter de repartir, décision que je salue, **les instances institutionnelles qui imposent de manière grossière et virulente des choix implacables méprisant les préoccupations communes font du dégât !**

Non à la pénurie d'inspecteurs du permis !



J'ai interpellé le ministre de l'Intérieur sur les difficultés croissantes d'accès au permis de conduire, dues au manque chronique d'inspecteurs chargés de l'organisation des examens !

Dans notre département, les départs successifs d'inspecteurs du permis ont fait exploser les délais d'attente, qui peuvent atteindre désormais plusieurs mois avant d'obtenir une date d'examen.

Ces retards ont des conséquences sociales et économiques majeures, notamment **en milieu rural, où le permis de conduire est indispensable pour accéder à l'emploi, à la formation et à l'autonomie**. Les jeunes sont les premières victimes de ces dysfonctionnements, qui freinent leur insertion professionnelle et accentuent les inégalités territoriales.

Ma question en intégralité !

Aux vœux costarmoricens

En ce début d'année, les cérémonies des vœux furent l'occasion de se retrouver tous ensemble. Je me suis rendu dans de nombreuses communes mais comme chaque année, je ne peux malheureusement honorer toutes les invitations qui me sont faites mais **je tiens à assurer ici, à l'ensemble des maires et conseillers municipaux, mon engagement sans faille auprès d'eux**.

À l'occasion de ses vœux, **le Président de la République nous a dit que la France tient debout – et c'est vrai ! En revanche, il ne nous a pas dit grâce à qui !** Elle tient debout parce que les collectivités, malgré leurs difficultés œuvrent au quotidien pour le bien public. Elle tient debout grâce aux services publics qui sont le bien commun de ceux qui n'ont rien. La France tient debout aussi grâce au mouvement associatif qui assure une multitude de missions favorisant l'émancipation et le plein exercice de la citoyenneté.

Dans le cadre du débat budgétaire qui, finalement n'a eu lieu qu'au Sénat, un de mes combats essentiels a été d'essayer de protéger les collectivités des coupes budgétaires et cela pour 2 raisons : **les collectivités votent des budgets à l'équilibre et elles ne sont donc pas responsables des dérives budgétaires !** Et ce sont elles qui assurent 70% de l'investissement public.

À l'heure où je vous parle, il semble que les coupes estimées à 6 milliards dans les dotations aux collectivités seraient ramenées à 2,5 milliards. Maigre consolation, dans un contexte où on ne veut pas parler des recettes car comme l'a reconnu l'ancien ministre Lombard, désormais en France, **les plus riches ne paient pas l'impôt. 12 ultra riches possèdent à eux seuls l'équivalent du patrimoine cumulé de 50% des Français....** Mais, pas touche au Grisbi ! Il paraît que le ruissellement de l'argent qui coule à flot à un bout de la société serait censé arroser un peu ceux qui n'ont rien ? C'est ce débat de fond qui secoue une certaine vision de la société et je vous laisse deviner de quel côté va ma préférence !

Alors, permettez-moi d'emprunter une citation à un philosophe de Lanvellec : **ne baissons pas les bras et la meilleure façon de ne pas baisser les bras, c'est de lever le coude !** Bloavez Mad a yehed mad d'an oll !





RESTONS EN CONTACT !

Pour en savoir plus quotidiennement sur mes interventions au Sénat, mes déplacements à vos côtés et mes engagements, rejoignez-moi sur :



Venez me rencontrer et me faire part de vos problématiques et initiatives :

*Permanence parlementaire
1 ter rue du 71e régiment d'infanterie, 22000 Saint-Brieuc
Tél: 02 96 63 03 48
Mail: v.girondeau@clb.senat.fr*

[Se désinscrire](#)